

BULLETIN D'INFORMATION

LE NOUVEAU PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION SUSCITE DES REMOUS DANS LES RUES FRANÇAISES. LES ACTEURS DE L'INDUSTRIE AFFIRMENT LA NÉCESSITÉ DES IMMIGRANTS POUR TRAVAILLER DANS DES TÂCHES DIFFICILES, MAIS CES DERNIERS LE REJETENT ET PROTESTENT CONTRE CELA

La migration n'est pas le problème ; le racisme l'est." Tel est le slogan brandi par des milliers de manifestants dans le sud de Paris en opposition au nouveau projet de loi sur l'immigration, connu sous le nom de "Loi Darmanin", du nom du ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

La manifestation, qui a débuté dans les rues près de la gare Montparnasse dans le sud de Paris, comprenait des jeunes et des adultes de diverses nationalités. Ils ont affirmé que, en tant qu'immigrants sans papiers, ils contribuent au paiement des cotisations de sécurité sociale et des impôts sans bénéficier de services de santé réguliers.

Les manifestants ont souligné l'existence de failles juridiques permettant aux immigrants sans papiers d'utiliser les documents d'identification d'autres personnes pour des "emplois subalternes" tels que le nettoyage, les services de chambre et les chantiers de construction.

Les manifestants considèrent le projet de loi proposé comme un "terrain d'entente" entre les partis de droite et de gauche, affirmant que le gouvernement du président Emmanuel Macron a besoin d'immigrants sans papiers pour effectuer toutes les tâches subalternes sur les chantiers de construction prévus pour les Jeux olympiques de Paris l'été prochain. Cependant, ils critiquent le gouvernement pour traiter simultanément les immigrants sans papiers comme s'ils étaient "rien".

Le projet de loi sur l'immigration est toujours en discussion au Sénat français, mais il devrait entrer en vigueur début 2024. Parallèlement, Paris envisage la mise en place d'une "carte verte" pour les travailleurs des secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre, la validité de la carte de travail étant d'un an.

LE SÉNAT FRANÇAIS ROUVRE LES DISCUSSIONS SUR LE NOUVEAU PROJET DE LOI SUR L'IMMIGRATION, ET LE GOUVERNEMENT CHERCHE UN TERRAIN D'ENTENTE AVEC LES LÉGISLATEURS OPPOSANTS

Le gouvernement français a annoncé des plans pour former une commission parlementaire spéciale dans le but de résoudre l'impasse autour d'un projet de loi sur l'immigration rejeté. Dans une démarche surprenante, le porte-parole du gouvernement, Olivier Véran, a déclaré que la commission serait formée "dès que possible", et le gouvernement espère parvenir à un compromis avec les législateurs opposants. Véran a ajouté que la commission serait composée de sept représentants de chaque chambre du Parlement et vise à ramener le projet de loi devant les chambres pour un vote.

Le projet de loi sur l'immigration a été un élément significatif des efforts du président Emmanuel Macron pour montrer qu'il peut être plus strict en matière légale et réglementaire tout en maintenant la France ouverte aux travailleurs étrangers qui peuvent contribuer à l'économie. Cependant, le projet inclut des dispositions impopulaires auprès des législateurs de gauche et des aspects plus libéraux critiqués par certains conservateurs et figures d'extrême droite.

Bien que le Sénat ait approuvé le projet de loi, les législateurs de l'Assemblée nationale l'ont renvoyé pour un débat supplémentaire, écartant les discussions et portant atteinte aux tentatives de Macron de faire adopter des lois sans majorité. Les législateurs du parti d'extrême droite Rassemblement National dirigé par Marine Le Pen, ainsi que de nombreux Républicains et certains membres du bloc de gauche, ont rejeté la loi dès le premier jour de sa discussion.

Les opposants décrivent la loi comme un "faux paquet", car elle semble se diriger vers la régulation de l'immigration illégale, ce qui est jugé inacceptable par les critiques. Le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a déclaré que le vote contre le projet de loi était "contre la France", mais il croit toujours qu'une percée est possible avant la fin de l'année "pour adopter une loi forte contre l'immigration illégale".



Médecins Sans Frontières : 61 % des migrants ont été soumis à la torture en Libye

Médecins Sans Frontières a annoncé que 61 % des migrants dont ils s'occupent ont été soumis à la torture en Libye, dont 20 % ont également subi des tortures sexuelles.

La Dr Carmela Verga, psychologue responsable du soutien psychologique aux migrants et réfugiés survivants de violences et de tortures, a déclaré : "Coups de poing, coups de pied, passages à tabac avec des bâtons, fouet, brûlures avec des câbles épais, fractures, et tortures sexuelles sont des actes de violence endurés par les personnes que nous assistons." Elle a ajouté que "la torture est commise dans le but de détruire l'identité d'un individu, et la violence est pratiquée à différents niveaux, car la douleur physique ravive des souvenirs douloureux."

Pendant la période de janvier 2021 à septembre 2023, le projet a accueilli 194 personnes, dont 61 % ont déclaré avoir été victimes de tortures en Libye, 37 % dans leur pays d'origine et les 2 % restants dans des pays de transit lors de leur parcours migratoire. La Dr. Verga a expliqué que "les centres de détention sont les principaux lieux d'actes de violence (58 % des cas)", soulignant que 20 % des patients ont signalé avoir subi des tortures sexuelles.

LE PROJET DE LOI

LA LOI VISE À ACCÉLÉRER LES PROCÉDURES D'ASILE ET À RACCOURCIR LES DÉLAIS D'ATTENTE POUR LES JUGEMENTS EN APPEL. DANS LE MÊME TEMPS, ELLE PRÉSENTE LA "DÉPORTATION" COMME UNE OPTION POUR CEUX QUI DEMANDENT L'ASILE. ELLE REND ÉGALEMENT LES PROCÉDURES DE REGROUPEMENT FAMILIAL PLUS DIFFICILES, IMPOSE DES RESTRICTIONS DE DÉPLACEMENT POUR OBTENIR UN TRAITEMENT MÉDICAL EN FRANCE ET AUTORISE LA DÉPORTATION DES PARENTS ÉTRANGERS DE CITOYENS FRANÇAIS.

LA LOI, PRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE FRANÇAIS DE L'INTÉRIEUR DARMANIN, FAIT SUITE À L'ATTAQUE D'UN MIGRANT RUSSE CONTRE UN PROFESSEUR DE FRANÇAIS DANS LA VILLE NORDIQUE D'ARRAS, CONSIDÉRÉE COMME UNE MESURE VISANT À SE PRÉMUNIR CONTRE UNE MIGRATION INDÉSIRABLE.

LE GOUVERNEMENT PROMET QUE LE PROJET SERA ÉQUILIBRÉ. CEPENDANT, LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ESTIMENT QU'IL COMPLIQUERA LES CHOSES POUR LES MIGRANTS IRRÉGULIERS D'OBTENIR UN STATUT LÉGAL, CE QUI POURRAIT ENTRAÎNER UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE MIGRANTS NON DOCUMENTÉS.

CERTAINS POLITICIENS SOUTIENNENT QUE LES MIGRANTS IRRÉGULIERS POSENT UN FARDEAU ET UNE MENACE, PRÉCONISANT L'EXPULSION ANNUELLE DE 4 000 IMMIGRANTS ILLÉGAUX EN RAISON D'ACTIVITÉS CRIMINELLES, LES PROCÉDURES DE DÉPORTATION PRENANT PLUS D'UN AN. D'AUTRES SOUTIENNENT QU'IL Y A EU 100 LOIS SUR L'IMMIGRATION DEPUIS 1945, AUCUNE N'AYANT ÉTÉ EFFICACE, ET LE NOUVEAU PROJET DE LOI EST CONSIDÉRÉ COMME INUTILE ET N'AURA AUCUN IMPACT SUR LE NOMBRE DE MIGRANTS ENTRANTS.

PENDANT CE TEMPS, LES INDUSTRIELS FRANÇAIS EXPRIMENT LEUR BESOIN D'IMMIGRANTS ET SOULIGNENT LA NÉCESSITÉ DE FACILITER LES PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR LES IMMIGRANTS, ÉTANT DONNÉ LA RÉTICENCE DES JEUNES FRANÇAIS À ENTREPRENDRE DES TÂCHES DIFFICILES ET LEUR PRÉFÉRENCE POUR TRAVAILLER DANS LE SECTEUR NUMÉRIQUE.

LA LIBYE RAPATRIE 1000 MIGRANTS ILLÉGAUX VERS L'ÉGYPTE ET LE NIGERIA



La Libye a rapatrié près d'un millier de migrants venant d'Égypte et du Nigeria au cours de la semaine en cours, dont 664 Égyptiens transportés par autobus jusqu'au poste frontalier de Masa'ad avec l'Égypte, situé à 1400 kilomètres de la capitale libyenne, Tripoli. Le chef de l'Autorité libyenne de lutte contre l'immigration illégale a confirmé l'expulsion de 300 Nigériens, qui ont été conduits à l'aéroport pour leur retour dans leur pays d'origine.

Depuis la chute du président Mouammar Kadhafi, la Libye est devenue une plaque tournante de la migration illégale vers l'Europe. Le ministère libyen de l'Intérieur travaille actuellement à travers l'Agence anti-immigration illégale pour lutter contre ce phénomène en renforçant les capacités de l'agence pour détecter et contrecarrer les opérations de migration illégale. Cela comprend l'élaboration de plans et de programmes pour protéger les frontières et empêcher l'afflux de migrants dans le cadre d'une stratégie globale impliquant les agences de sécurité dans diverses villes libyennes.

Le mois dernier, le ministère libyen de l'Intérieur a annoncé l'expulsion de 600 Égyptiens et 250 Nigériens. Des milliers d'Égyptiens vivent et travaillent dans les villes libyennes, s'engageant dans l'agriculture, les affaires et la construction. L'Organisation internationale pour les migrations a estimé le nombre de migrants en Libye à 700 000 en mai et juin de cette année, la majorité étant des Égyptiens et des Nigériens.



L'UNION EUROPÉENNE APPELLE À FOURNIR UN SOUTIEN URGENT À LA LIBYE

Le ministère de l'Intérieur a appelé l'Union européenne à fournir un soutien urgent à l'État libyen pour sécuriser ses frontières sud et soutenir les agences de lutte contre l'immigration illégale grâce au Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique.

Lors d'une réunion en présence du chef de la mission de l'Union européenne en Libye et de représentants du gouvernement libyen, ils ont souligné leurs plans pour résoudre la situation des migrants sans papiers dans le pays en les rapatriant dans leurs pays d'origine. L'Union européenne a exprimé son soutien à la Libye dans ses efforts pour promouvoir la paix et la stabilité tout en s'engageant envers les principes des droits de l'homme et en appelant à la conformité et à la coopération internationale avec les organisations de défense des droits de l'homme.

L'Union européenne a déclaré sa disponibilité à prendre des mesures concrètes pour soutenir la justice transitionnelle et mettre fin aux conflits en Libye en renforçant la confiance dans les institutions étatiques et en abordant les violations des droits de l'homme.

Dans un contexte connexe, le ministre de l'Intérieur libyen, Emad Trabelsi, a récemment annoncé que la Libye et la Tunisie ont trouvé des solutions complètes et permanentes aux problèmes affectant leurs postes frontaliers communs. Il a confirmé que Ras Ajdir est désormais pleinement sous le contrôle de l'État, et des efforts continus sont dirigés vers l'équipement du port avec les capacités opérationnelles et techniques nécessaires. Le ministre a salué le succès de l'administration dans la sécurisation des ports de Misrata, Tripoli et de l'aéroport de Mitiga, soulignant l'engagement du ministère envers le professionnalisme et l'évitement de l'influence tribale dans ses décisions.

Le ministre libyen a souligné les vastes activités de contrebande le long de la frontière libyo-tunisienne, y compris la contrebande de personnes, de carburant, d'argent et de drogues. Grâce à une coopération mutuelle entre la Libye et la Tunisie, ils visent à démanteler de nombreux réseaux de contrebande. Il a souligné la nécessité d'une coopération totale entre les forces de la gendarmerie tunisienne et les autorités de sécurité libyennes pour établir des tours de surveillance le long de la frontière. Il a noté une diminution du nombre de suspects répertoriés au passage de Ras Ajdir de 2000 à 350, soulignant les efforts en cours pour réduire davantage ce nombre, sauf pour ceux qui sont prouvés être impliqués dans des activités criminelles.



LA GARDE NATIONALE TUNISIENNE A ANNONCÉ AVOIR INTERCEPTÉ 70 000 MIGRANTS AU COURS DE L'ANNÉE 2023

La Garde nationale tunisienne a intercepté 70 000 migrants irréguliers au cours de l'année 2023, soit plus du double du nombre intercepté en 2022 alors qu'ils tentaient de traverser la mer Méditerranée.

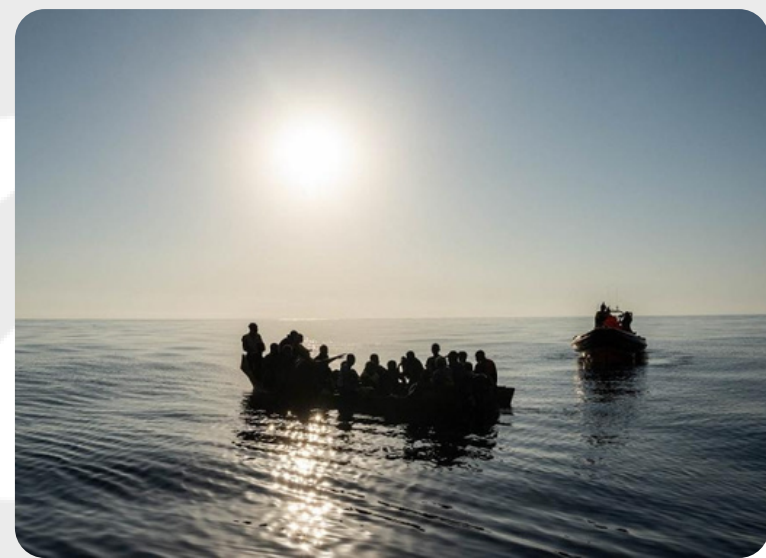
La Tunisie et la Libye sont des points de départ importants vers l'Italie pour les migrants cherchant à atteindre l'Europe.

La Garde nationale tunisienne a annoncé que le nombre de tentatives de migration illégale interceptées a atteint 69 963 individus entre janvier et novembre 2023, contre 31 297 migrants en 2022. Parmi eux, figuraient 54 224 citoyens d'Afrique subsaharienne et 15 739 Tunisiens.

La Garde nationale a rapporté que 82% des interceptions de bateaux impliqués dans la migration illégale ont eu lieu sur la côte près de la ville de Sfax, à environ 150 kilomètres de l'île italienne de Lampedusa.

Le gouvernement tunisien a expulsé des milliers de migrants originaires de pays tels que la Côte d'Ivoire et la Guinée vers leurs pays d'origine après qu'un Tunisien a été tué par un autre migrant. Les organisations des Nations Unies ont documenté l'expulsion de 5 500 migrants vers la frontière libyenne et de 3 000 migrants vers la frontière algérienne, avec plus de 100 migrants perdant la vie dans le désert tunisien-libyen pendant la saison estivale.

LES AUTORITÉS DE SÉCURITÉ ONT ARRÊTÉ 2 000 MIGRANTS À TERRE ET 305 MIGRANTS EN MER EN UNE SEMAINE



Les autorités de sécurité tunisiennes ont annoncé l'arrestation de plus de 2 300 individus dans le cadre d'une campagne sécuritaire contre la migration illégale. De plus, elles ont secouru 45 personnes et récupéré le corps d'un migrant suite au naufrage d'un bateau les transportant.

Les autorités ont signalé l'appréhension de deux mille personnes tentant de franchir les frontières terrestres et 305 autres capturées en mer entre le 3 et le 9 de ce mois. Les forces de sécurité ont également arrêté 39 individus impliqués dans le trafic d'êtres humains et saisi 9 bateaux de fortune préparés pour des opérations de migration illégale.

La Garde nationale tunisienne avait précédemment détenu 1 600 passeurs, et cette année a connu une affluence importante de migrants, principalement originaires de pays d'Afrique subsaharienne, se dirigeant vers les îles italiennes depuis les côtes tunisiennes.



Le ministère tunisien des Affaires étrangères appelle à la coopération internationale pour lutter contre l'immigration clandestine

Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Nabil Ammar, a appelé à une coopération internationale accrue dans la lutte contre la migration illégale alors que la pression augmente sur la Tunisie pour endiguer les vagues de migration partant de ses côtes. Lors d'une réunion avec le directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations, António Vitorino, à Genève, Ammar a plaidé en faveur d'une solidarité accrue dans la lutte contre la migration illégale, la considérant comme une responsabilité partagée qu'aucun pays seul ne peut assumer. La Tunisie est confrontée à la pression européenne pour freiner les flux migratoires intenses de ses côtes vers les îles italiennes voisines et, par la suite, vers les pays de l'Union européenne. Des dizaines de milliers de personnes sont présentes sur le sol tunisien, attendant l'opportunité de traverser la Méditerranée avec l'aide de passeurs. Des incidents tragiques de naufrages de bateaux surchargés de migrants ont été constatés en 2023. Le ministre des Affaires étrangères a déclaré que les autorités tunisiennes sont engagées à protéger tous les migrants sur leur territoire et à respecter leurs droits.



LA MINISTRE DE LA MIGRATION EXAMINE LA PROPOSITION DE CRÉATION DU "CENTRE RÉGIONAL DE LA MIGRATION" POUR LA RÉHABILITATION DES JEUNES

L'ambassadrice Saha Genidi, ministre d'État chargée des migrations et des affaires des expatriés égyptiens, a discuté d'une proposition de mécanisme centralisé pour former et réhabiliter divers cadres en vue de travailler à l'étranger, sous le nom de "Centre régional de la migration", lors de sa rencontre avec le Dr Mustafa Madbouly, le Premier ministre.

La ministre a expliqué que le "Centre régional de la migration" serait chargé de former et de réhabiliter les jeunes pour entrer sur le marché du travail étranger grâce à une coordination avec les responsables à l'étranger. Elle a également souligné la collaboration à cet égard avec les autorités en Allemagne, en Italie et dans d'autres pays.

Dans ce contexte, le Premier ministre a dirigé la convocation rapide d'une réunion avec les ministères concernés pour discuter de cette proposition, qui contribue à exporter la main-d'œuvre égyptienne à travers un mécanisme clair, en collaboration avec des organisations internationales après leur formation et leur qualification.

Dans un contexte connexe, l'ambassadrice Saha Genidi, ministre d'État chargée des migrations et des affaires des expatriés égyptiens, a reçu Tim Watts, le vice-ministre australien des Affaires étrangères pour les migrations, le Dr Axel Wabenhorst, l'ambassadeur australien en Égypte, et leur délégation accompagnante. Les discussions visaient à renforcer la coopération dans divers dossiers communs, notamment en fournissant des opportunités d'emploi sûres pour les jeunes et les efforts de la communauté égyptienne en Australie.

Tim Watts, le vice-ministre australien des Affaires étrangères, a déclaré : "Nous sommes impatients d'une coopération accrue dans de nombreux domaines, et c'est pourquoi nous avons eu plusieurs réunions avec des responsables et des ministres égyptiens." Watts a affirmé que l'Égypte est l'un des pays politiquement et populairement influents, exprimant l'appréciation de son pays pour le rôle mondial et politique distingué de l'Égypte. Il a souligné que sa visite en Égypte aujourd'hui vise à exprimer sa gratitude au gouvernement égyptien pour son soutien au rapatriement des Australiens bloqués à Gaza et, auparavant, au Soudan.



APRÈS LE REJET PAR LA COUR SUPRÊME DE LA DÉPORTATION D'IMMIGRANTS AU RWANDA DEPUIS LA GRANDE-BRETAGNE, DES INQUIÉTUDES SUBSISTENT QUANT AU REJET DU PROJET DE LOI RWANDAIS AU PARLEMENT BRITANNIQUE, EN FAISANT AINSI LA PREMIÈRE LÉGISLATION GOUVERNEMENTALE REJETÉE DEPUIS 37 ANS

Le ministre britannique de l'Immigration illégale a déclaré que le rejet de tous les recours juridiques contre la déportation des personnes atteignant le Royaume-Uni par des moyens irréguliers ne serait pas "quelque chose que les Britanniques devraient faire". Le Premier ministre britannique Rishi Sunak a accueilli un groupe de rebelles potentiels contre l'accord "Déportation des immigrants illégaux vers le Rwanda" pour le petit-déjeuner mardi dernier. Sunak a placé le projet de loi rwandais au cœur de sa politique pour empêcher les gens de traverser la Manche en petits bateaux, le considérant comme l'une des cinq priorités qu'il a énoncées en début d'année. La législation vise à surmonter les préoccupations soulevées par la Cour suprême, qui a jugé le mois dernier que la déportation d'immigrants illégaux violait le droit national et international. Les voix de l'opposition au Parlement pourraient frustrer le projet de loi rwandais, ce qui ne s'est pas produit pour toute législation gouvernementale depuis 1986. Un député conservateur qui a rencontré Sunak lors de la réunion du petit-déjeuner a déclaré qu'il doit encore décider s'il soutiendra le projet de loi et a besoin d'un second avis sur les "aspects techniques légaux" de la part des avocats. L'ancien ministre de l'Immigration, Robert Jenrick, a déclaré : "Nous ne voulons pas d'un ou deux vols symboliques transportant de cinq à dix personnes. Nous devons voir des avions pleinement chargés voler vers le Rwanda, et ensuite, j'espère, il y aura d'autres pays sûrs." Daniel Krouger, le président par intérim du nouveau Parti conservateur, qui a assisté au petit-déjeuner mardi matin, a réitéré qu'il ne soutient pas la forme actuelle du projet de loi. Lee Anderson, vice-président du Parti conservateur, qui a également participé au petit-déjeuner, a appelé le gouvernement à "ignorer la loi" et à effectuer des vols vers le Rwanda. Pour refléter l'ampleur des préoccupations concernant les répercussions du projet de loi parmi les militants des droits de l'homme et ceux qui travaillent avec les réfugiés, plus de 90 organisations, dont Unison, Liberty, le Conseil islamique de Grande-Bretagne, Freedom from Torture et le Centre de santé mentale, ont signé une déclaration commune qualifiant le projet de loi d'antinomique et contraire au droit international. Ils ont déclaré : "Cela ne résout rien correctement en ce qui concerne les préoccupations de la cour concernant le système d'asile rwandais et supprime la compétence de nos tribunaux locaux pour examiner cette question. C'est une exploitation du rôle du Parlement." La Cour suprême du Royaume-Uni a jugé que le plan était illégal en raison du risque de préjudice pour les demandeurs d'asile envoyés au Rwanda dans leurs pays d'origine, où ils pourraient être exposés à des dangers. En réponse, le gouvernement a signé un nouveau traité avec le Rwanda pour renforcer le processus d'asile et a proposé de nouvelles lois britanniques déclarant le Rwanda un pays sûr. En vertu de l'accord quinquennal, annoncé pour la première fois en avril 2022, certains demandeurs d'asile arrivant au Royaume-Uni seront envoyés au Rwanda pour y être traités. À leur arrivée, ils peuvent se voir accorder le statut de réfugié et être autorisés à rester. Sinon, ils peuvent demander un règlement là-bas pour d'autres raisons ou demander l'asile dans un "troisième pays sûr". Le gouvernement a déclaré que "toute personne entrant illégalement au Royaume-Uni" après le 1er janvier 2022 peut y être envoyée, sans restrictions sur les nombres. Cependant, aucun demandeur d'asile réel n'a encore été envoyé, et le premier vol était censé décoller en juin 2022 mais a été annulé après des contestations juridiques.

LA LIBÉRATION DE CINQ MILLE MIGRANTS NON DOCUMENTÉS VERS LES ÉTATS-UNIS CHAQUE JOUR



Un responsable de la sécurité dans l'État américain de l'Arizona a confirmé que 670 000 personnes ont traversé la frontière américaine en 2023, et les législateurs de l'État ont été informés de la libération de 5 000 migrants non documentés chaque jour. Les États-Unis ont connu l'organisation de 2,4 millions de rencontres avec des migrants, dont 260 000 rencontres rien qu'en septembre dernier, avec une estimation de 440 000 rencontres pour l'année prochaine, en 2024.

Les opposants à l'administration actuelle du président américain Biden appellent à des mesures pour sécuriser les frontières, en particulier dans les États frontaliers avec le Mexique, tels que l'Arizona, qui est touché par les passages illégaux de la frontière. Avec le rejet par le Parti républicain de la politique d'immigration de Biden, l'administration a empêché l'aide à l'Ukraine en raison de leur refus de voter en faveur de l'assistance à l'Ukraine.

